

Figarovox, 28 mars 2016

« La diplomatie française doit en finir avec le néo-conservatisme »

Auteur : Renaud Girard

Adressé par Jean-Claude Tourneur

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Syrie, Russie, Europe, Afrique : Renaud Girard fait le point sur la politique étrangère française. Pour le grand reporter, notre diplomatie atlantiste et néo-conservatrice court après des chimères au lieu de composer avec le réel. La diplomatie Fabius, c'est la diplomatie Juppé en pire.

Renaud Girard est grand reporter international au Figaro. Il a couvert les grands conflits des trente dernières années. Il est notamment l'auteur d'un ouvrage sur les guerres au Moyen-Orient, Pourquoi ils se battent (Flammarion, 2005), sur son expérience de l'Afghanistan (Retour à Peshawar, Grasset, 2010) et, Le Monde en marche, (éditions CNRS, 2014). Son dernier ouvrage, Le Monde en guerre est paru aux éditions Montparnasse. Tous les mardis il tient la chronique internationale du Figaro.

LE FIGARO. - Votre livre propose une large vision de la diplomatie française contemporaine, et de sa prise de position sur les récents conflits mondiaux. Comment analysez-vous la manière dont la France a géré la crise syrienne, et sa participation aux dernières négociations entamées le 14 mars à Genève?

Renaud GIRARD. - Ce qui est fascinant, dans ces nouvelles négociations, tout comme dans l'accord de cessez-le-feu du 12 février dernier, c'est que l'avis de l'ancienne puissance mandataire en Syrie, la France, n'a absolument pas compté. Les Etats-Unis, la Russie, l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Iran sont des puissances dont la position a compté bien davantage que celui de la France, absente par sa propre faute. La diplomatie sert à parler à ses adversaires, ses rivaux, ses ennemis potentiels, et à faire en sorte qu'en cas de désaccords, nous n'entrons pas en guerre. Elle ne sert pas à parler à ses amis. Sa première faute est de s'être retirée du jeu, quand elle a décidé, en mars 2012, de fermer son ambassade à Damas. Ce n'est pas parce que vous avez des désaccords avec la façon dont un Etat gère son opposition - la France pouvait reprocher à Bachar el-Assad sa répression des manifestations de l'opposition - que vous devez fermer votre ambassade. La diplomatie sert à parler à ses adversaires, ses rivaux, ses ennemis potentiels, et à faire en sorte qu'en cas de désaccords, nous n'entrons pas en guerre. Elle ne sert pas à parler à ses amis. Une diplomatie doit être tournée vers le combat contre l'ennemi principal, une notion essentielle, mais insuffisamment utilisée de nos jours en Occident.

Comment la diplomatie française aurait-elle pu agir sur la résolution de la crise en Syrie?

Le choix du «ni-Bachar-ni-Daech» a-t-il compromis toute sortie de crise? Une diplomatie fondée sur le «ni-Bachar-ni-Daech» met sur le même plan Assad et Daech. Or Bachar n'a jamais tué de Français, ce n'est pas lui vient tuer nos enfants dans nos rues, mais l'Etat islamique! C'est donc l'Etat islamique qui est l'ennemi principal à combattre. Maintenir une ambassade à Damas, c'est garantir une présence de nos services de renseignement sur place, et favoriser la connaissance des allées et venues des djihadistes partis combattre en Syrie. Les gouvernements radicaux-socialistes des années 1935-1936 n'avaient pas d'amitié pour le régime bolchévique. Cependant, ils n'ont pas créé d'alliance de revers avec l'URSS

contre l'Allemagne nazie comme Sadi Carnot avait pu le faire en 1892 avec la Russie tsariste contre l'Allemagne de Guillaume II. Cette alliance franco-russe nous a sauvés en 1914, son absence nous a été préjudiciable en 1940. Dans Mein Kampf, Hitler écrivait qu'il voulait «briser la France». Il était notre ennemi principal, devant les soviétiques, dont l'idéologie ne menaçait pas directement les intérêts vitaux de la France! Maintenir une ambassade à Damas, c'est garantir une présence de nos services de renseignement sur place, et favoriser la connaissance des allées et venues des djihadistes partis combattre en Syrie. En 1941, Churchill avait dit à la Chambre des Communes, alors que certains députés conservateurs lui reprochaient d'avoir fait alliance avec Staline: «Si Hitler avait envahi l'Enfer, je chercherais à construire une alliance avec le diable». En Syrie, la diplomatie française n'a pas voulu voir les choses en face. Si les Russes n'étaient pas intervenus et que Damas était tombée en septembre dernier, il y aurait eu génocide immédiat des alaouites - en tant qu'apostats - et, au mieux, une expulsion générale de tous les chrétiens vers le Liban. Toutes les églises de Damas auraient brûlé. Car même au Kosovo, en présence des régiments de l'OTAN, 150 églises ont brûlé! Aveuglé par son idéologie, Laurent Fabius a privilégié le «ni-Bachar-ni-Daech». La diplomatie a besoin de stabilité et d'un minimum de vision à long terme. Nicolas Sarkozy a invité Bachar el-Assad au défilé du 14 juillet en 2008 ; c'était peut-être trop mais cela avait été fait. Il aurait fallu s'appuyer sur ces relations existantes pour juguler la crise de 2011, pour chercher à influencer le régime syrien dans le bon sens. A quoi a donc servi la fermeture de notre ambassade en mars 2012 et notre diabolisation de la dictature baasiste syrienne?

La diplomatie Fabius s'inscrit-elle dans la droite ligne de la diplomatie Juppé? Peut-on opérer un rapprochement de la façon dont été gérés le dossier libyen et le dossier syrien?

La diplomatie Fabius, c'est la diplomatie Juppé en pire. En 2013, Fabius a refusé que l'Iran participe aux premières négociations de Genève, sous prétexte que la question du nucléaire n'était pas encore réglée. Mais, comme disait De Gaulle, «il faut prendre les réalités telles qu'elles sont». Personne ne pourra jamais traiter la crise syrienne sans l'Iran, principal partenaire stratégique du régime syrien, avant la Russie. Sur la crise syrienne, la France s'est trompée parce qu'elle a fait preuve d'ignorance historique, de manichéisme politique et de wishful thinking diplomatique. La France n'a tenu aucun compte des forces islamistes tapies en embuscade depuis très longtemps en Syrie, rêvant de détruire les forces laïques. Pour la France, il y avait, dans cet affrontement, les «méchants» (ceux du régime) et les «gentils» (les insurgés). La diplomatie française a indistinctement pris tous les insurgés anti-Bachar pour des modérés, elle les a vus comme nos polytechniciens lors des Trois Glorieuses de juillet 1830, qui se battaient pour la république et la liberté. Elle n'a pas compris, dans le monde sunnite, la force de l'islamisme et de l'idéologie wahhabite ; elle a cru au mythe d'une large opposition modérée. Certes, il en existait une, mais elle était minoritaire, élitiste, et davantage représentée dans les grands hôtels de Londres ou de Genève que sur le terrain. François Hollande, violant l'embargo international sur les armes, en a livré à cette pseudo-armée syrienne libre. Ces armes se sont retrouvées au bout de quinze jours aux mains des unités islamistes, qu'elles aient été vendues ou saisies par la force. Nous avons soutenu un fantôme sans voir les choses telles qu'elles étaient. Il a fallu attendre les attentats du 13 novembre pour que le président Hollande se décide à aller voir Poutine à Moscou, pour mener avec la Russie une action conjointe contre l'Etat islamique. Poutine a l'ambition de détruire l'EI parce qu'il veut tuer sur place tous les djihadistes porteurs de passeports de la Fédération de Russie ou des républiques ex-soviétiques musulmanes alentour, avant qu'ils

ne reviennent chez eux retour. «Pour le malheur général, trop souvent depuis des siècles l'alliance franco-russe fut empêchée ou contrecarrée par l'intrigue ou l'incompréhension. Elle n'en demeure pas moins une nécessité que l'on voit apparaître à chaque tournant de l'Histoire.» disait le général de Gaulle à la radio de Londres le 20 janvier 1942. Où en sont les relations franco-russes en 2016? La diplomatie française devrait consister à ramener la Russie dans la famille européenne, de laquelle elle fait partie intégrante depuis Pierre Le Grand, au lieu de l'en éloigner constamment. La Russie est aussi européenne que l'Ukraine. Chevtchenko est un grand poète ukrainien, mais les Russes Dostoïevski, Gogol, ou Tchekhov appartiennent tout autant à notre civilisation européenne, qui est gréco-romaine, chrétienne (catholique, orthodoxe et protestante), éclairée par les Lumières.

La diplomatie latine continue à ignorer et à mépriser le monde orthodoxe.

Or les orthodoxes ne sont pas nos ennemis. En 1453, l'Occident latin avait abandonné Constantinople aux mains des envahisseurs ottomans ; en 1999, nous avons bombardé Belgrade et soutenu le séparatisme kosovar, croyant pouvoir créer un Kosovo multiethnique et pacifique, comme l'avait promis Bill Clinton. Aujourd'hui, le Kosovo n'est ni multiethnique, ni pacifié ; les non-Albanais ont été tués ou chassés par l'intimidation, et le pays est devenu un hub de criminalité et de trafics en tous genres, armes, drogues, organes humains... Je comprends que la France ait marqué son opposition à l'annexion de la Crimée et à la guerre hybride russe en Ukraine de l'été 2014. Le droit international existe et doit être respecté - la Russie est signataire du mémorandum de Budapest de décembre 1994, qui garantit l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Mais la guerre et l'annexion de la Crimée auraient pu être évitées en pratiquant une diplomatie plus réaliste, sans prise de parti permanente pour l'opposition au président prorusse Ianoukovitch. Le vendredi 21 février 2014 a été signé un accord, majeur, de sortie de crise entre le président Ianoukovitch et les trois leaders de son opposition pro-européenne. Ce jour-là, Fabius avait quitté Kiev pour partir en Chine... au lieu de veiller à ce que l'accord soit respecté. Le soir du 21 février Fabius et son homologue allemand auraient dû aller dîner à Moscou avec Poutine et lui dire trois choses, pour qu'il signe aussi cet accord, comme l'avaient fait l'Allemagne, la France et la Pologne, au nom de l'Union européenne. «Premièrement, Sébastopol sera toujours à la flotte russe. Deuxièmement, l'Otan ne s'installera jamais en Ukraine. Troisièmement, le russe sera toujours la seconde langue officielle en Ukraine.» Il aurait pris le deal ! Le format Normandie (concertations entre la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne et la France), inventé par Hollande le 6 juin 2014, était une bonne initiative. Mais la politique de sanctions européennes contre la Russie était une erreur, qui nous a été préjudiciable, agriculteurs en tête. La Russie est une nation résiliente: allez donc faire changer de politique à un pays qui a subi victorieusement les 870 jours du siège de Leningrad! Nous avons refusé de livrer les Mistral à la Russie, alors que ça ne changeait rien au rapport stratégique entre la Russie et l'Ukraine. Si Poutine avait souhaité prendre Marioupol ou Odessa, cela aurait été fait depuis longtemps, car personne n'était en mesure de l'en empêcher. En définitive, il nous manque une grande politique russe. On ne peut pas laisser au médiocre trio Juncker-Mogherini-Tusk le soin de la diplomatie européenne... qui se tourne unilatéralement vers l'Ukraine, sans aucune ouverture sur la Russie. Poutine a rendu leur fierté aux Russes. On peut cependant lui reprocher de ne pas avoir créé un Etat de droit en Russie. Sans Etat de droit, aucun pays ne peut se développer durablement. Mais Poutine reste le chef d'un très grand Etat, avec lequel nous aurions intérêt à passer des alliances solides, par exemple contre l'Etat islamique, notre ennemi commun. Sur le dossier nucléaire iranien, la Russie s'est montrée très responsable,

ce qui a permis le traité historique du 14 juillet 2015. A l'été 2016, il serait intelligent de ne pas renouveler les sanctions contre la Russie.

Sur les dossiers iranien et israélo-palestinien, la position de la France a-t-elle été celle du leadership ou du suivisme?

C'est au moment où l'administration Obama se dépeuplait de ses néo-conservateurs que la France est devenue plus néo-conservatrice et atlantiste, sous Sarkozy, puis Hollande. Ce fut une aberration historique. Cet alignement automatique sur des idées périmées manque terriblement d'ambition. Après avoir eu raison contre les Etats-Unis sur la guerre d'Irak, c'est comme si la France avait été terrifiée de son audace, et qu'elle était rentrée dans le rang au plus vite. Sur le conflit israélo-palestinien, mettre le Hamas sur la liste des organisations terroristes sous Chirac a été une erreur. Sur le conflit israélo-palestinien, mettre le Hamas sur la liste des organisations terroristes sous Chirac a été une erreur. Ce mouvement islamiste a été élu démocratiquement en 2006 ; il a une assise populaire en Palestine. Mais depuis, les diplomates français n'ont pas le droit d'aller sur le territoire de Gaza ; cette absence de lien direct nous empêche de jouer un rôle de médiateur entre Israéliens et Palestiniens. Jamais la France n'acceptera que la sécurité d'Israël soit mise en cause, comme l'a redit de Gaulle en 1967. Elle lui a même fourni la bombe atomique. Mais pour autant, sa position doit être mesurée: elle n'a pas à accepter la colonisation illégale des territoires palestiniens. Notre diplomatie court après des chimères au lieu de composer avec le réel. En 1959, le général de Gaulle disait en conférence de presse en 1959: «La France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts.»

Comment la France influence-t-elle l'Union européenne, notamment dans sa relation aux Etats-Unis?

L'extraterritorialité du droit américain n'est pas tolérable. L'Union européenne devrait organiser une résistance à cette hégémonie juridique américaine, qui a été démontrée de façon éclatante quand la BNP a été condamnée à une amende de 9 milliards de dollars. L'UE semble paralysée face aux Etats-Unis. Aucune mesure de rétorsion n'a été appliquée à Goldman Sachs, alors qu'il est avéré que cette banque américaine a sciemment aidé le gouvernement grec à maquiller ses comptes publics! Quant à la négociation du traité transatlantique de libre-échange, il m'est impossible de l'évoquer, tant elle se déroule dans l'opacité.... L'UE a explosé diplomatiquement, sur la question de la guerre américaine en Irak. France, Allemagne et Belgique étaient contre, alors que les autres étaient pour. En 1996, l'Europe avait réussi à maintenir son unité quand Total avait été menacé de sanctions américaines pour ses forages sur le site iranien de South Pars. Devant les menaces de représailles de l'UE, le président Clinton avait renoncé à imposer des sanctions à la compagnie pétrolière française. Mais, depuis, l'UE a explosé diplomatiquement, sur la question de la guerre américaine en Irak. France, Allemagne et Belgique étaient contre, alors que les autres étaient pour. Réintégrer le commandement intégré de l'OTAN a été un geste de sujétion aux Etats-Unis, que ceux-ci ne réclamaient même pas. Nous avons toujours été capables de négocier entre armées sans que la France fût membre de la structure militaire de l'Alliance - par exemple en Bosnie en 1995. Mais je ne propose pas d'en sortir aujourd'hui, car la diplomatie a besoin de stabilité.

La Chine pourrait-elle représenter un partenaire privilégié pour la France au XXIème siècle?

La Chine est tout sauf stable. De plus nous avons des différends avec elle. A l'exception de l'Union européenne, tous les pays du monde pratiquent le protectionnisme, à commencer par la Chine. Il y a une absence d'équité et de réciprocité dans la façon dont Chine et Union européenne gèrent leurs droits de douane et leurs barrières réglementaires. Il faut également s'inquiéter de l'expansionnisme maritime chinois. La France a la deuxième zone économique exclusive (ZEE) au monde, avec plus de 11 millions de km². C'est un avantage stratégique considérable. Il est urgent d'avoir une marine de guerre à la mesure de notre espace maritime et de favoriser une meilleure allocation des ressources de notre marine. Le monde est plus dangereux que par le passé, or la France a divisé par quatre ses dépenses militaires en pourcentage du Pib, depuis le général de Gaulle. C'est absurde. A tout prendre, il me paraît plus urgent que la France se rapproche de la Russie. Culturellement, ces puissances sont plus proches. Stratégiquement, elles ont davantage d'intérêts en commun. Dans un monde de plus en plus dangereux, nous devons mener la politique de nos intérêts!

Quelles relations la France entretient-elle avec ses ex-colonies en Afrique subsaharienne?

Il y a des liens forts entre la France et les pays d'Afrique subsaharienne, à commencer par la langue, parfois mieux parlée qu'en France même. La France a souvent trahi sa propre langue, au niveau européen, comme au niveau mondial. Autour du bassin méditerranéen, le recul du français a été terrible. La France a des liens très forts avec les pays d'Afrique francophone, au plan économique, culturel et militaire. Il ne faut pas en avoir honte. Si la «Françafrique», souvent conspuée, c'est privilégier ces liens, je suis pour la Françafrique!